

## ARRET DE LA COUR DE CASSATION

***Société Levant Express Transport c. Chemins de fer du gouvernement iranien***

**Cour de cassation  
Chambre civile 1  
Audience publique du 25 février 1969**

**Rejet**

Publié au bulletin

**République française  
Au nom du peuple français**

Sur le moyen unique pris en ses diverses branches :

Attendu que, selon les énonciations de l'arrêt attaqué, la Compagnie Générale d'Entreprises électriques ayant expédié, à destination de l'Iran, des marchandises par l'entreprise d'un commissionnaire, la société méditerranéenne de portefaitage et de transit Someport, a assigné celle-ci en réparation de diverses avaries;

Que ladite société a appelé en garantie notamment la société iranienne « Levant Express Transport », plus spécialement chargée du transport terrestre entre Khorramshar et Téhéran, laquelle a appelé en intervention forcée et garantie l'Administration des chemins de fer du gouvernement iranien ;

Que l'arrêt infirmatif attaqué l'ayant déboutée de son exception d'incompétence fondée sur l'immunité de juridiction dont elle se prévalait, cette administration soutient qu'en tant qu'organe du pouvoir central et expression de son activité elle bénéficiait de l'immunité et fait grief à la cour d'appel d'avoir « insuffisamment répondu » aux conclusions par lesquelles elle faisait valoir que les chemins de fer du gouvernement iranien constituent une administration purement gouvernementale et totalement inassimilable à une société commerciale même étatique et d'avoir dénaturé et méconnu les justifications qui l'établissaient ;

Qu'il est aussi prétendu que les juges d'appel se seraient contredits, en énonçant que le transport ferroviaire constituait, selon le droit iranien, une opération « fixée *ratione materiae* » qui ne saurait dès lors dépendre de la qualité de celui qui l'accomplit tout en admettant qu'un transport de cette nature « puisse faire intervenir un acte de souveraineté » ;

Mais attendu que les états étrangers et les organismes agissant par leur ordre ou pour leur compte ne bénéficient de l'immunité de juridiction qu'autant que l'acte qui donne lieu au litige constitue un acte de puissance publique ou a été accompli dans l'intérêt d'un service public;

D'où il suit qu'après avoir justement énoncé que cette immunité est fondée sur la nature de l'activité, et non sur la qualité de celui qui l'exerce, la cour d'appel qui, sans dénier à la demanderesse au pourvoi son caractère d'organe du pouvoir central iranien, relève que selon la loi iranienne elle-même, le transport, même ferroviaire,

entre dans la catégorie des actes de commerce qui ne sont « pas subordonnés de manière nécessaire à l'intervention d'un acte de souveraineté » a, sans contradiction ni dénaturation, et en répondant aux conclusions dont elle était saisie, légalement justifié sa décision ;

Par ces motifs : rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 2 juillet 1966 par la cour d'appel de Paris.

N° 67-10.243. Administration des chemins de fer du gouvernement iranien c/ société levant express transport. Président : M. Ausset, conseiller doyen, faisant fonctions. - rapporteur : M. Thirion. - avocat général : M. Lebegue. - avocat : M. Lepany.